

LE JOUR, 1948
31 MARS 1948

PAROLES DE RAISON

Il ne faut pas que l'attitude syrienne dans cette question monétaire (si étrangement, si pernicieusement travestie à Damas) prenne l'allure d'un caprice et d'un diktat...

Il y a eu, il y a, il y aura toujours du côté libanais, pour comprendre et pour faciliter les choses, une immense bonne volonté et une bonne foi égale. Mais encore faut-il que du côté syrien la réciprocité soit vraie ; et que des matières purement techniques ne deviennent pas chez nos voisins le prétexte trop visible d'une brimade.

Les Syriens (pas tous, heureusement) ont l'air de vouloir nous acculer aux dernières limites de ce que le bon sens permet ; et cela de façon tout à fait gratuite. Tandis que nous leur montrons qu'il s'agit pour nous financièrement, économiquement, d'une question de vie et de mort, ils envisagent avec désinvolture la ruine de notre monnaie, de notre commerce et une très grave menace contre notre édifice social.

Il ne s'agit pas, dans cette circonstance, de certains intérêts libanais, mais de tous les intérêts libanais ; nous voulons dire des intérêts évidents de toute la population libanaise (réserve faite du petit nombre de ceux qui sont protectionnistes à outrance).

Si ces intérêts sont volontairement méconnus par quelques-uns, si quelques autres ont été induits en erreur, cela n'empêche pas que le patrimoine matériel, l'existence matérielle, l'avenir matériel de ce pays soient en jeu.

Le Liban a quand même un passé de quelque durée ; il a une histoire dans le commerce, dans les affaires, dans les choses de la finance. Voudrait-on par hasard, parce que son territoire est petit et parce qu'il exporte peu, le couper de la mer par des moyens indirects, lui interdire la vie commerçante, la vie active du large, empêcher qu'il rende les services innombrables qui lui procurent les ressources et le bien-être, l'étouffer après l'avoir ruiné enfin ?

Tout le monde sait qu'après plus de quatre mois de négociations serrées, les Syriens étaient à deux pas de trouver satisfaisante pour eux-mêmes la convention de liquidation que nous avons signée. Qu'ils aient brusquement changé d'avis et mis arbitrairement le problème sur un autre terrain, ce n'est pas notre faute.

Les procédés syriens sont vraiment sans excuse ; tandis que personne (pas plus le technicien que l'homme de bonne foi) ne peut reprocher au Liban la moindre défaillance.

A l'usage des Syriens raisonnables, répétons ceci : les Libanais seront toujours prêts à prendre la monnaie syrienne pour ce que le Fonds monétaire international dira qu'elle vaut ; et ils ne veulent rien changer aux relations fraternelles avec la Syrie, mais cela, c'est la Syrie qui ne le veut pas. Elle veut au contraire, alors que nous ne lui faisons aucun tort, nous imposer un point de vue et des contraintes qui ne peuvent signifier, à brève et longue échéance, que notre ruine. On prend quand même les choses à la légère à Damas.

La façon d'agir de nos voisins ne se justifie pas. Elle ne s'expliquerait que si, à Dieu ne plaise, derrière les belles paroles et les beaux discours, il y avait à notre égard de mauvaises pensées et de mauvais desseins.

Il faut qu'on sache et qu'on se souvienne à Damas que, depuis trente ans environ et jusqu'à cette heure, il y a des douanes entre la Syrie, la Transjordanie et la Palestine et qu'aucun de ces pays n'en est mort.

Qu'au lieu de nous faire une querelle vaine, on discute donc à Damas de choses qui (dans le voisinage syrien mais dans une direction différente) méritent autrement d'être discutées !

Pour nous, avec les dispositions excellentes qu'on nous connaît, nous ferons indéfiniment tout ce qui sera en notre pouvoir pour maintenir des relations de bon voisinage avec la Syrie. Mais nous saurons aussi nous adapter, s'il le faut, à des circonstances nouvelles plutôt que d'aller au suicide (sans même que les Syriens en profitent de quelque façon).

La fonction crée l'organe. Ce que d'autres pays arabes font, nous saurons bien le faire. Tout est pour nous d'aller loyalement notre chemin.